

## Etudiants : le programme Erasmus a-t-il démocratisé les séjours à l'étranger ?

19 juin 2019, 23:55 CEST



En 32 ans, Erasmus a permis à 4,4 millions d'étudiants d'effectuer une mobilité intra-européenne. Shutterstock

Le 21 mars 2019, le rapport annuel de l'agence européenne Erasmus+ a présenté le bilan du célèbre programme européen d'échanges étudiants en faisant apparaître une augmentation du nombre de bénéficiaires (+33 % entre 2014 et 2017 pour la mobilité sortante depuis la France) ainsi qu'une « démocratisation » sociale du dispositif, désormais ouvert aux étudiants en formation professionnelle et en stage.

Si, depuis la création d'Erasmus, le nombre de candidats n'a cessé d'augmenter, l'Union européenne affiche de façon de plus en plus volontariste l'objectif de permettre à un plus grand nombre encore de jeunes de bénéficier d'une mobilité internationale au cours de leur formation. En mai dernier, la Commission européenne a proposé d'ajouter au budget de l'UE 2019 une enveloppe supplémentaire de 20 millions d'euros pour Erasmus+.

---

### À lire aussi : Erasmus : 30 ans de succès, et ensuite ?

---

En France, l'augmentation des bourses de mobilité Erasmus figurait dans le programme de quasiment toutes les listes créditées de plus de 5 % d'intentions de vote aux élections européennes du 26 mai 2019 : La France insoumise, Républicains, LREM, Parti socialiste et Place publique. Pourquoi cette mobilité intra-européenne demeure-t-elle si importante et consensuelle ?

### Objectif politique

Erasmus est le nom d'un programme d'aide à la mobilité étudiante mis en place par la Commission européenne en 1987. C'est à la fois l'acronyme de son nom officiel (« European Community Action

### Auteur



#### Alessia Lefebvre

Directrice adjointe, directrice des études, École des hautes études en santé publique (EHESP)

Schema for the Mobility of University Students ») et l'hommage à une grande figure de l'humanisme européen du XVI<sup>e</sup> siècle, Érasme de Rotterdam, qui, par son ouverture d'esprit, sa maîtrise des langues et des savoirs, ses innombrables voyages d'étude fut surnommé « le précepteur de l'Europe ».

À l'époque de la création du programme, l'objectif est éminemment politique. Il s'agit, par un système de bourses et par un mécanisme d'équivalences entre les cursus, d'encourager les étudiants d'un pays membre de l'UE à partir effectuer un séjour dans une université d'un autre pays membre. Objectif : la constitution d'une identité commune européenne.

À l'instar d'Érasme, les fondateurs du programme comptent sur les vertus de la rencontre inter-culturelle et du décentrage pour renforcer les liens et les capacités de dialogue entre jeunes européens, conjurant ainsi intolérance et conflits. Initialement limité à 11 pays participants (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) et progressivement élargi aux universités de 34 pays, ce programme a permis en 32 ans à 4,4 millions d'étudiants d'effectuer une mobilité intra-européenne.

Ce nombre ne représente toutefois qu'un très faible pourcentage du groupe cible (environ 1 % de la population étudiante). Car, en dépit de son immense popularité, Erasmus s'est révélé décevant par rapport aux objectifs attendus. De nombreuses études réalisées auprès des bénéficiaires du programme en ont démontré le caractère élitiste.

## **Outil de distinction**

Erasmus est certes formellement ouvert à tous, l'attribution de bourses, devant lever les freins économiques. Les recherches conduites par la sociologue Magali Ballatore auprès des étudiants de trois universités (Bristol, Turin et Aix-Marseille) ont pourtant mis en évidence que des obstacles persistent lorsque les parents sont issus des catégories socio-professionnelles les moins favorisées et les moins éduquées.

---

### ***À lire aussi : Faire un séjour Erasmus... Et après ?***

---

Les inégalités socio-économiques entraînent en effet dès le plus jeune âge de fortes inégalités dans le parcours scolaire. L'exposition linguistique, l'acquisition de compétences que Magali Ballatore appelle « migratoires », expliquant ainsi la sur-représentation parmi les étudiants Erasmus des jeunes issus de milieux aisés et éduqués. S'y ajoutent les inégalités d'accès à certaines filières en fonction de leur prestige, de leur classement et de la réputation du système éducatif du pays visé.

Ainsi, la mobilité Erasmus, pensée et conçue pour tous, peut paradoxalement renforcer les clivages socio-culturels lorsqu'elle est l'instrument de stratégies de distinction des élites. Pour les jeunes déjà dotés d'un important capital socio-culturel, l'expérience Erasmus contribue avant tout à renforcer ce qui est de l'ordre du savoir-être dans un contexte international, puisque l'acquisition des connaissances académiques ou linguistiques a déjà eu lieu.

Dans la ligne de ces recherches, une étude récente conduite dans les grandes écoles d'ingénieurs françaises, à partir des enquêtes annuelles sur la mobilité internationale effectuées par la Conférence des grandes écoles (CGE), a confirmé que les inégalités d'origine conditionnent les opportunités internationales des élèves-ingénieurs.

Puisque l'expérience internationale est devenue une ressource essentielle et distinctive dans tous les secteurs d'activité, la compétition pour les séjours les plus valorisants (longs, diplômants, auprès des

universités les plus prestigieuses) se joue au profit des élèves issus de milieux favorisés, leur donnant ainsi un atout supplémentaire lors de l'accès au marché du travail.

## **Compétitivité européenne**

Le discours sur la nécessaire démocratisation de la mobilité émerge et s'impose progressivement avec le passage d'Erasmus à Erasmus+ en 2014, symboliquement marqué par l'ouverture du programme à la formation professionnelle, aux stages et aux personnels enseignants et administratifs des universités.

C'est un changement qui s'inscrit dans le contexte actuel européen, caractérisé par un fort mécontentement social, la perte de confiance des populations dans leurs institutions, la déconnexion entre les élites administrativo-politiques et les électeurs, le besoin de « démocratisation » de toutes les politiques publiques.

Mais le changement de nom va de pair avec un changement d'objectif car le paysage de l'enseignement supérieur a sensiblement évolué en trente ans. Le but initial qui était de forger une culture et une identité européenne par l'augmentation de la circulation des étudiants entre pays membres semble aujourd'hui secondaire.

La mobilité est progressivement entrée dans les mœurs de la jeunesse européenne et toutes les universités du monde offrent aujourd'hui des opportunités de séjour à l'étranger, souvent indépendantes des bourses Erasmus.

L'enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle pour les établissements de l'espace européen est le renforcement de leur attractivité face à la compétitivité d'autres zones. En dépit d'un contexte géopolitique mondial peu propice à la mobilité internationale (politiques d'immigration restrictive, résurgence de mouvements populistes protectionnistes, multiplication d'actes terroristes dans tous les pays) les États-Unis continuent d'être la première destination des flux d'étudiants internationaux.

Profitant d'une croissance économique soutenue au cours des trente dernières années et d'une démographie favorable, la zone Asie a réussi à assurer, par des investissements massifs dans l'éducation et la recherche, l'émergence d'universités de rang mondial et à développer une importante mobilité intra-régionale, privant ainsi l'Europe d'un vivier potentiel de candidats.

L'université est devenue en quelques décennies la pierre angulaire de l'économie de la connaissance et de l'innovation. Pour maintenir sa place dans l'économie mondiale, l'UE a besoin de renforcer leur compétitivité internationale, à la fois pour attirer les talents étrangers et pour endiguer la fuite des jeunes européens vers les autres régions du monde.

C'est pour cela qu'Erasmus+ est étroitement articulé avec Horizon 2020, le programme de l'UE pour la recherche et l'innovation. Ensemble, ils cherchent avant tout à attirer, retenir, mais aussi accroître, par une mobilité intra-européenne renforcée et élargie, l'employabilité des jeunes européens en leur permettant d'acquérir des compétences précieuses à l'ère de la mondialisation.